

La Coopération des idées

ORGANE MENSUEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

RÉDIGÉE PAR GEORGES DEHERME

SOMMAIRE :

AGITATION DÉSORDONNÉE ET ACTION POSITIVE.
NOTES, DOCUMENTS ET COMMENTAIRES : NAPON-
LÉON III ; LA RÉPUBLIQUE EN DANGER.



29 bis, RUE DE MONTEVIDEO
PARIS (xvi^e)

ABONNEMENTS GRATUITS

Le service régulier de *la Coopération des idées* sera fait GRATUITEMENT à qui communiquera son adresse à M. G. DEHERME, 29 *bis*, rue de Montevideo, Paris (XVI^e).



REPRODUCTION AUTORISÉE SANS CONDITION

Le régime matérialiste et corrompeur du profitariat intellectuel et de la prétendue « propriété littéraire » a généralisé la simonie et provoqué une pernicieuse et honteuse prostitution de l'esprit.

Cet asservissement de l'intelligence à l'Argent et au Nombre est le principal obstacle à la liberté spirituelle, à la régénération des opinions et des mœurs qui seules peuvent sauver encore la civilisation occidentale.

Rompant donc avec des errements mortels, *nous autorisons, nous sollicitons même la REPRODUCTION, partielle ou totale, littérale ou interprétative*, de tout ce qui est publié dans ces cahiers. ET SANS CONDITION D'AUCUNE SORTE, fût-ce d'indication de source.



Tous les N^{os} précédant celui-ci sont épuisés.

LA COOPÉRATION DES IDÉES

RÉDIGÉE PAR GEORGES DEHERME.

AGITATION DÉSORDONNÉE ET ACTION POSITIVE

Tel un incendie qu'une saute de vent a brusquement porté sur un point inattendu, l'attentat de Marseille devait effarer un public qui n'en percevait pas les causes politiques profondes.

Ces appels d'air, ces bourrasques deviennent trop fréquents en France pour que ce soient des accidents. Impéritie des politiciens, j'menfichisme des fonctionnaires, gâchis, irresponsabilité n'expliquent rien. Reconnaissons donc que ce désarroi social est provoqué par un vide spirituel quasi total. Le mode de ce désordre, les phrases, les nuées, la fièvre des bagarres partisans à la rigueur peuvent masquer l'aspiration funeste, camoufler les abords de l'abîme, non le combler, ni faire dévier le cours des choses. Rien ne remplace et ne remplacera jamais le ressort, le moteur, le sang des principes sociocratiques, c'est-à-dire une doctrine adaptée à la fonction unifiante et au but d'humanité qui furent toujours, essentiellement, à travers les fictions théologiques, ceux des religions.

L'incurie congénitale des gouvernements d'assemblée uniquement absorbés par la défense de leurs postes d'exactions et de pillages, l'insubordination d'une administration complice qui ne s'applique qu'à s'assurer les

plus grasses sinécures, en un mot tous les syndicats de vampirisme politique et social n'en sont pas moins facteurs directs du marasme moral et de la torpeur citoyenne. Cette prostration civique va d'ailleurs, le plus souvent, avec une frénétique agitation dès qu'entrent en jeu la quémanderie électorale et étatiste, la rivalité des infatuations et l'âpre revendication constante des « droits ».

Calcinés ainsi, sous la rafale, les supports de la civilisation vacillent, se lézardent et s'effondrent.

Si ce n'était la France, il n'importerait que ce soit ici plutôt que là. Mais la civilisation occidentale, la plus haute, est condamnée si elle ne s'étaye plus sur la somme d'expériences, de traditions, de mesure, de bon sens positif, de tout ce patrimoine religieux que nous avons hérité et que nous nous acharnons follement à dilapider.

Le vrai, c'est que nos pseudo gouvernements représentatifs, d'élection tripatouillée ou non ne sont plus que les suppôts de « l'anarchie légale » (Taine). Et, légale ou révolutionnaire, l'anarchie désagrège, consume le social.

Quand le spirituel ne le guide plus, le temporel s'affole, tombe dans la démence. L'étiquette, la couleur et le personnel, je le répète, n'y font rien. Ceux dans lesquels on a placé ses paresseuses illusions, dès qu'ils sont installés, perdent aussitôt leurs vertus magiques, et c'est à recommencer. Il n'y a pas que la République qui fut belle sous l'Empire et celui-ci qui l'est sous celle-là, ni le bolchévisme qui semble désirable devant l'absurdité du développement capitaliste.

La pensée qui ne s'élabore pas en fin de l'action utile est divagation. Seul le génie y contredit parfois, mais exceptionnellement. Quoi qu'il en soit, l'action qu'une pensée ordonnée ne mène pas, fût-elle héroïque, n'est qu'agitation.

Au social surtout, rien ne se fonde et ne subsiste sans le concours humain, le plus humain. La connaissance, l'intelligence coordinatrice lui sont indispensables. Même les redoutables puissances de sentiment ne laissent point d'être pernicieuses lorsque, comme aujourd'hui, elles ne sont pas freinées, contenues et dirigées par une doctrine synthétique qui, les élevant à une saine appréciation du réel général et permanent, les font communier dans une foi exaltante. Ce n'est qu'alors, sous la discipline des dogmes et dans le cadre des institutions, que l'imbécillité individualiste et destructive du cœur déréglé disparaît devant l'immense force lumineuse et constructive du sentiment religieux.

Malheureusement, même quand ils ne sourdent de la plus fangeuse démagogie, ce n'est pas aux nobles, aux lucides aspirations que s'adressent les innombrables appels au rassemblement divisant et à l'agitation annihilante.

Par le vote, par la répression policière ou populacière et la contrainte étatiste, par une légifération tyrannique ou la violence, on ne fait qu'alimenter les trois principales sources du désordre. Soit : 1^o le profit capitaliste renversant toutes les barrières morales et divergeant toujours plus de l'utile humain ; 2^o l'abominable et stupide préjugé majoritaire qui revient à mettre aux voix la vérité, la justice, le bien et le mal, la direction, le pouvoir ; 3^o enfin la carence spirituelle amenée par l'insuffisance humaine des anciennes croyances, lesquelles s'obstinent diaboliquement dans un absolutisme théologique désormais impuissant.

Dès lors, on voit bien que, suivi partiellement ou complètement, l'itinéraire de ce qui se tente et se fait présentement indique la même ligne catastrophique du bolchévisme, que ce soit par Hitler ou Doumergue, par les légiféromanes, les experts-X, les clans voraces, les

néos de toute sorte, les *jeunesses* de toute jactance et outrecuidance, voire les A. C....

Cependant, cette délirante agitation, qui implique et manifeste un suprême dédain de la théorie, c'est-à-dire du mental et du spirituel, atteint son paroxysme. Il semble vraiment que l'idéal de ces temps soit dans l'abrutissement.

Ténèbres épaisses que contribuent à épaissir encore ceux-là même qui, par leur culture et leur situation, devraient, semble-t-il, s'efforcer à les dissiper. Sans parler des techniciens, des spécialistes et autres algébristes, ne voit-on pas, entre beaucoup d'autres, un esprit aussi éclairé que M. Joseph-Barthélemy, entreprendre de marier la carpe et le lapin, c'est-à-dire de résoudre la crise en maintenant ce qui l'a suscitée, la primauté du profit, et railler « le sentiment du devoir social » ?

Combien Maurras a raison de dénoncer « le chimérisme des gens pratiques » !...

Récemment M. F. de Brinon, dans *L'Information*, écrivait à propos des « Réformateurs » d'un certain clan : « Les membres du *Groupe du 9 juillet* proposent un certain nombre de principes (?). Ils veulent s'affranchir du contrôle des oligarchies économiques et financières. Ils veulent nettoyer du haut en bas la maison de la France et visiter comme a dit l'un d'eux « de la cave au grenier » certains organismes qu'ils jugent redoutables. Ce sont des thèmes à la mode. Ce sont des mots. Si l'État a besoin qu'on lui rende son autorité, n'est-ce point parce qu'il la dissipe en la dispersant à tort et à travers en d'inutiles contraintes ? Il n'est pas une loi dite de protection qui n'ait déchaîné des abus plus grands et plus dangereux peut-être que ceux qu'elle voulait prévenir. Il n'est pas une mesure d'exception : interventions, tarifications, contingentements ou licences d'importations qui ne provoque fraudes, réclamations et scandales. Si l'État écoute les réclamations

des syndicats d'intérêts et s'il s'y soumet, c'est qu'ayant introduit lui-même le désordre et l'abus il doit constamment réparer ses propres erreurs au prix d'erreurs nouvelles. C'est qu'il a donné lui-même de détestables exemples. Nous vivons dans un temps où l'on abuse de la vaccinothérapie. On ne guérit pas une économie malade en lui inoculant d'autres maux ! »

Ayant judicieusement dit, M. F. de Brinon conclut en préconisant la « réforme » la plus absurde qui soit, celle de la peste, l'électorale. Ce journaliste est évidemment un « gens pratique ».

Le plus cocasse, c'est que la plupart des énervés qui réclament à cor et à cri une restauration, un renforcement de l'autorité s'élèvent furieusement contre ce qui seul la peut constituer en la légitimant : *le pouvoir personnel*. Car il n'y a d'autorité politique saine, effective qu'exercée par un pouvoir personnel, continu, responsable, indépendant de toute oligarchie. Voilà le positif. Et le reste est chanson d'ivrogne.

Autre exemple : Le Président Roosevelt, dictateur du grabuge économique. Le prototype de nos réalistes fébriles. Moins gêné par des habitudes et des rouages d'ancienne organisation policée, il a pris des mesures énergiques. Seulement, comme il lui faut, démocratiquement, complaire à ceux dont il dépend par l'élection ou dont il dépendra et de qui les intérêts se combattent furieusement, les mécomptes se multiplient. Ce qu'il prescrit un jour pour galvaniser l'industrie dans le marasme, il l'interdit le lendemain pour relever l'agriculture ou pour stimuler le crédit. Nonobstant, la situation générale s'aggrave tragiquement. Ce qui paraît d'ailleurs revigorer le robuste optimisme rooseveltien.

Expériences, proclame-t-on. Non pas. L'expérience n'instruit que si on en discerne bien les éléments capitaux. Et puis la sociologie, si honnie par les esprits

paresseux et superficiels, n'est pas la physique. En politique, l'expérience s'étend sur les siècles. Ce sont les coutumes, les traditions, les idées et leur évolution qui la réalisent. Et pour maintenir celles-ci et les perfectionner, il faut à tout le moins les connaître et les respecter.

Certes, un médecin peut ordonner au petit bonheur un médicament à un moribond, et parfois — ce qui le justifie — il en peut advenir quelque amélioration passagère. Mais une société n'est pas suggestible. Et les répercussions des interventions sociales inconsidérées sont infiniment complexes et terriblement périlleuses. C'est ce que nous démontront et démontreront de plus en plus l'économie dirigée sans véritable direction, les manipulations monétaires, la stato-légo-fiscalâtrie, l'ensemble des réformismes séditieux, ceux du suffrage universel, de la Constitution et de l'État, les novations aussi subjectives que subversives, toutes les survivances insanes de la magie primitive qui réapparaissent chez un peuple que rien ne défend plus contre ses prénotions, ses superstitions matérialistes et ses désirs d'autant plus exacerbés qu'ils sont inconsidérés.

Le préfet de police Caussidière, en 1848, prétendait faire de l'ordre avec les éléments du désordre. Ce fut pour aboutir, en trois mois, aux sanglantes journées de juin. Les coups d'État, surtout s'ils sont populaires (on ne conquiert la popularité que par la démagogie), ne valent que ce que vaut la piqûre de caféine administrée au malade exténué. Ces opérations de police n'effectuent jamais qu'un refoulement momentané. Elles laissent intact le potentiel de l'anarchie quand elles ne l'accablent et ne l'intensifient point. L'Allemagne et l'Espagne, entre autres, le démontreront avant qu'il ne soit longtemps.

La foi imbécile aux miracles dont nous ne pouvons nous déprendre fait beaucoup songer à une réédition du

boulangisme. C'est ne pas comprendre que ce mouvement, voué comme tous les mouvements de ce genre, à un échec lamentable, a donné mieux que ce qu'il comporterait aujourd'hui : un réveil météorique du sentiment national. Néanmoins, son triomphe eût été le signal d'une curée non moins hideuse que celle à laquelle nous devons assister depuis.

C'est la fatalité d'un système qui, par le groupement tumultueux et par l'élection, fait du pouvoir un butin à se partager entre les vainqueurs. Qu'on veuille se rallier le Nombre omnipotent pour le vote, le chantage ou l'émeute, c'est tout de même contre l'ordre.

Que rien ne soit possible présentement en dehors de ce grabuge, comme on le croit communément, il se peut. Cela n'indique que l'exaspération de notre démence. Mais pour qui garde une lueur de bon sens, raison — théorique et pratique — de plus pour n'y point participer. *Primum non nocere.*

L'union nationale ne se fera pas par les groupements de passions et d'intérêts générateurs de dissensions. Et, qu'elle dispose de bulletins de vote, d'argent, de vociférations, de matraques, de textes légaux ou de mitrailleuses, l'agitation est le contraire de l'action positive.

L'intensité de fièvre qui nous consume et nous détraque présentement est le symptôme d'un état pathologique extrêmement grave. C'est la mentalité surtout qui est affectée par l'abdication de l'intelligence, déterminant d'abord l'incompréhension sociale, par la croyance magique ou théologique que les volontés ou les caprices additionnés peuvent tout entreprendre contre les lois naturelles.

A l'encontre, l'activité saine consiste essentiellement, pour chacun, dans l'effort permanent qu'il nous faut faire pour surmonter « la difficulté d'obéir » et de se soumettre (Aristote, Bacon et Comte).

Nous en sommes loin. Et nos remous subversifs, nos grimaces, notre logomachie, nos contorsions épileptiques nous enlisent toujours plus dans la vase pestilentielle du matérialisme égocentrique. La destructive et générale sédition des vivants contre les morts en émane. La Crise est là, n'est que là. Voilà pourquoi ce ne sont pas les experts, les techniciens, les politicards, ni les réformateurs qui la résoudreont.

Il n'y a pas, il n'y a jamais eu d'élection favorable à l'intérêt général. Une réunion parlante est désunion, contre-pensée. Il n'y a pas de parti d'ordre. Il n'y a pas de rumeur réfléchie, de méditation collective, de rébellion constructive.

L'action réelle, positive ne saurait être suscitée, disciplinée que par une conception à la fois démontrable et religieuse de la vérité sociale.

Suivant Comte, « la détermination de l'avenir d'après le passé caractérise partout la rationalité véritable, en instituant le lien normal entre la spéculation et l'action ». Ce qui s'exprime parfaitement par le précepte : « Savoir pour prévoir, afin de pourvoir. » L'obéissance vénéral, la docilité attentionnée et l'autorité dévouée, seules peuvent établir une hiérarchie de devoirs parallèle à celle des situations et des fonctions, partant, susciter et organiser les dévouements. Or ces conditions vitales de l'action sociale sont exactement à contre-pied de nos âpres compétitions d'individus, de catégories, de partis et de nos revendications saugrenues de droits antagoniques.

Les « réalistes », surtout les malins qui savent tirer bénéfice des discordes qu'ils fomentent ou attisent, s'indigneront ou feindront de s'indigner de ce fécond abstentionnisme, en alléguant que c'est laisser le champ libre au communisme qui s'avoue, ce pelé, ce galeux... (C'est ainsi que le « plan » du 9 juillet, dont les auteurs,

j'imagine, attendent au moins la notoriété, propose le vote obligatoire.) Eh bien, il n'importe vraiment, si l'on accomplit au fond le même travail de décomposition sociale. Et n'est-ce pas le cas lamentable de ceux-là même qui font profession de combattre le bolchévisme ? En fait, ils se prosternent devant les mêmes idoles maléfiques. Certes, ils les dénomment autrement et ils proposent d'autres sacerdotés pour officier, mais qu'en peut-il résulter de mieux pour la nation ? Que les soviets se dénomment comités, congrès ou ligues ; la Guépéou, Loges et Sûreté nationale, et impôts les confiscations, — c'est égal.

Quand d'aventure ils détiennent le pouvoir ne voit-on pas les parlementaires de droite faire avec un zèle outré, et parfois plus complètement, ce qu'auraient fait les extrémistes ? Faut-il rappeler que M. Wallon, le père de la Constitution de 1875 qui fut si tutélaire à l'ignoble dictature du cartel maçonnique des gansters, était de droite ?

Il est donc naturel que, paradoxalement, soit conférée la qualité d'homme d'État et les funérailles nationales sinon le divin Panthéon aux politiciens qui en fait bolchévisent le mieux. Car les succès parlementaires en dépendent, et l'échec serait la déchéance, l'abomination de la désolation pour des « réalistes ».

En résumé, le légisme, l'étatisme et toute tentative pour accroître leur emprise et les aiguiller dans quelque sens que ce soit, sont du bolchévisme. Ils ne peuvent être autre chose. Si parfois le mot est hypocritement répudié, ce n'est que pour plus sûrement servir la chose.

Je dirai plus. Le communisme franc est moins pernicieux que l'effervescence des cupidités, des ambitions sordides, des mensonges et des sottises qui n'en ont jamais qu'aux justes critiques du capitalisme caduc et à la parcelle de vérité constructive que détient le bol-

chévisme comme les plus extravagantes idéologies.

Le Comité d'entente des grandes Associations pour l'Union nationale qui groupe quelques Ligues aux pavés-de-l'Enfer mais qui, naturellement, ne s'entend pas lui-même sur les questions à la fois les plus simples et les plus vitales, celles qu'on croirait devoir faire le plus aisément la cohésion des nationaux, par exemple le maintien ou la revision des Traités.

C'est M. André Chéradame qui, dans son journal *Le Français réaliste*, signale ce discord étrange. Cependant, en manière d'épilogue, il revient au « tarte à la crème » des rassembleurs : « Pour créer un mouvement capable de redresser le pays..., c'est, plus que tout, une question de volonté. L'énergie de quelques milliers de Français peut déclencher le mouvement de salut, mais cette énergie est indispensable. »

Voilà qui est bien « réaliste », mais d'une réalité décevante parce qu'à contre-sens du positif. Une réalité qu'une doctrine dissiperait ainsi que tout rassemblement perturbateur. En effet, si une synthèse théorique saine institue l'union pour l'action, elle dresse l'obstacle insurmontable de la connaissance, de l'intelligence et de la conscience au « mouvement » précipitant d'autres mouvements, elle calme évidemment l'énergie par trop réaliste de « quelques milliers » de Français...

Cette agitation de cohue ne peut être que stérile, sinon périlleuse. Un groupement de quelques milliers d'individus n'est pas apte à trancher des questions de politique intérieure, extérieure ou générale. Le serait-il que son impuissance serait complète. La direction effective provient toujours d'un seul guidon, d'une seule tête. Comme la pensée. La tare indélébile des groupements, c'est qu'ils ne peuvent se mouvoir que par l'élection et la délibération, la représentation parlementaire et la blagologie démagogique qui leur sont

inhérentes. Et c'est cela, le bolchévisme. Précisément.

Est-ce que le terrorisme dont le spectre épouvantable vient d'apparaître à Vienne, en Espagne et à Marseille manque de partisans, de mouvement, d'énergie et de volonté ? Si ces éléments, sans régulateurs, l'emportent dorénavant, et il faut bien convenir qu'il en est ainsi, soyons assurés que nous n'échapperons pas à l'extension rapide de ces atroces soulèvements. La démocratie oscille toujours entre la corruption et la terreur. Or, il n'est pas possible de pousser plus loin la corruption que ne l'ont fait les esclaves du profit et nos actuels staviskeyens.

Au surplus, pour en revenir à l'appel de M. Chéradame, rien de plus facile à un État barbare, disposant encore d'une autorité et d'une concentration relative et qui sait réprimer les agitations divergentes, de manœuvrer ces énergies aveugles et de les asservir à ses desseins de prédation. Il en est de même pour toute activité acéphale et, à plus forte raison, pour les forces du mal occultes comme la Franc-Maçonnerie et la Finance.

Agir. Mais penser d'abord. Et ce n'est pas le fait des rassemblements, ni d'aucune mobilisation, ni de la plus farouche énergie. Aussi, dans ce brouhaha, n'entend-on aucun appel à la réflexion et au respect des compétences générales. Le mythe du Nombre avec son messianisme magique est plus perméable aux mentalités populaires.

En politique, la principale ligne à suivre est celle qu'indique l'expérience, c'est-à-dire la filiation historique, mais dégagée du fatras des incidents futiles par l'intelligence philosophique. Or, le Français moyen pourra assister à tous les désastres sans en démêler les causes même immédiates. Il leur en attribuera plutôt d'imaginaires. Les profitards l'y inclineront d'autant plus que leur démocratie alimentaire est en jeu.

Une doctrine directrice qui condenserait les lois infrangibles et éternelles du développement humain disciplinerait, ferait converger et unirait les énergiques aspirations populaires. Mais que deviendrait la politique ?

En bref, ce n'est pas l'agitation, comme on le rabâche, qui réalise quoi que ce soit et qui, conséquemment, rectifie les fausses idées ; ce sont les idées fausses qui dénaturent et tournent contre ses plus louables propos l'intervention la mieux justifiée, la plus nécessaire.

Les concepts absolus, dont les racines sont l'égoïsme démocratique et le matérialisme moral, ne laissent pas d'être confus, contradictoires, fondamentalement irrégieux quel que soit l'essor donné au fanatisme. L'action positive, la plus profonde, la plus efficace, serait de nous en affranchir. Mais c'est ce que les sectes et les factions ne peuvent consentir. Elles y perdraient leurs raisons d'être. Aussi ce qu'elles entreprennent décèle-t-il les mêmes vices démagogiques, antipolitiques et antisociaux des ordes compétitions électorales.

Contrairement à ce que lui préconisait ingénument Aristote, la populace, étant incurablement égalitaire, exige que ses votes soient « comptés » et non « pesés ». Mais si l'on s'avisait de peser les votes ou d'évaluer les volontés ne trouverait-on pas, sous un autre flacon, le même poison ?

Rien ne remplace la vénération, la confiance, l'intelligence et le dévouement. Il vient d'être inventé, paraît-il, une machine à résoudre les équations à plusieurs inconnues, ce que je sais bien c'est qu'on ne fabriquera jamais une machine à penser, à aimer, à décider, à savoir...

« Qui assemble le peuple l'émeut », disait le cardinal de Retz. L'action de nos ligueurs de tout plumage, laquelle consiste principalement à enrôler le plus fort

effectif d'inconsciences, est donc proprement de l'agitation.

Légale ou insurrectionnelle, l'ingérence collective dans l'ordonnance et la direction de la chose publique, fût-elle inspirée des meilleures intentions, arguât-elle des prétextes les plus plausibles, ne suscite jamais qu'un trouble croissant. Car il n'y a pas de direction et de décision d'ordre par plusieurs. Tout groupement politique est de dissociation. De plus, il n'y a jamais eu de conspiration partisane sans trahison latente ou patente. Il en est donc de tout bouleversement ce que Danton disait des révolutions : « L'autorité y revient aux plus scélérats. » Car elle ne promet que des forces matérielles, de ruse, de chantage ou de violence, lesquelles sont celles du Nombre et de l'Argent. Par quelle alchimie ces virulents ferments de corruption, de terreur et partant de décomposition concourraient-ils à une régénération sociale ?

D'aucuns attendent ce miracle d'une élite intellectuelle et morale. Quelle illusion ! Cela ne suppose-t-il point l'abdication inconcevable des convoitises, des vanités, de la Bêtise ? En attendant, jamais les égoïsmes ne furent si pugnaces, ni si présomptueuses les sottises et les ignorances.

Rien de plus utopique que de supposer le concert des impulsions égocentriques des foules et des exigences de la raison sociocratique. Il sied beaucoup mieux de se persuader à soi-même et d'enseigner aux autres, comme l'énonçait Goethe, que « la politique est un métier qu'il faut apprendre et auquel il ne faut pas prétendre quand on ne s'y entend pas ». Il est vrai que personne ne s'y croit inapte. Pas besoin d'avoir lu *Le Système de politique positive*, il suffit d'écouter chanter le rossignol, et d'avoir de la gueule, de l'aplomb ou du poing, toutes choses dont sont abondamment pourvus nos rénova-

teurs de tout acabit, surtout les nouvelles équipes des moins de trente ans.

Nos « réalistes » ne se soucient donc pas de l'ingrate éducation politique, et d'abord de la leur. Aussi, ce qui leur est évidemment beaucoup plus avantageux, se bornent-ils à proclamer, suivant qu'ils aient choisi, pour les mêmes motifs, d'être de gauche ou de droite : « Le *prolétariat* ou le *pays veut* ceci ou *ne veut pas* cela. » Et ces vagues désirs inconciliables, ces « volontés » confuses, divergentes sont interprétés, on l'entend bien, dans le sens des revendications qui doivent rallier le plus grand nombre d'électeurs, de partisans ou d'hommes de main.

Pour les grandes collectivités que sont les nations, plus encore pour les sociétés, il n'y a d'union et de convergence que par l'âme. Quand la force matérielle est prépondérante comme aujourd'hui, quoi qu'on fasse, les conflits surgissent de toute part.

Front national, commun ou social, qu'est-ce à dire ? Les uns et les autres procèdent de la même nature négative, des mêmes préjugés, de la même aberration.

Dans la guerre des Fronts, ce sera donc la boîte crânienne la plus épaisse qui défoncera l'autre. A ce jeu, c'est toujours, pour l'ordre français, à qui perd gagne. C'est ainsi que je veux croire à la défaite des nationaux, ce qui attestera leur sincérité et leur supériorité. Au *pancrace* électoral et du succès public, un Comte doit être battu à plate couture. Et c'est « justice », comme disent les basochiens.

La réaction de la raison ne peut vaincre la brutalité de l'instinct antisocial que par l'esprit ou l'habileté. Or, l'esprit n'a rien à voir dans cette bagarre, et farder adroitement un ulcère phagédénique n'est pas le guérir, ni même le localiser. D'autre part, les violences de l'instinct sont moins dégradantes que l'hypocrisie et les

compromissions des conservateurs de l'anarchie se croyant malins.

De ce côté qui se targue volontiers de spiritualisme tout en partageant les plus funestes superstitions matérialistes, on a l'horreur du communisme. Ce n'est, à parler franc, que la peur de la dépossession personnelle, de l'astreinte au travail manuel, de la pauvreté régénératrice, de n'être plus distinguable par ce que permet l'argent, etc. Une vraie conception positive, réactionnaire de la propriété et de l'autorité est aussi opposée à la spoliation violente ou légale, à la sollicitation électorale ou à la coercition vexatoire des comités qu'aux escroqueries du profit et au chantage des épouvante-ments.

Comme on n'est pas toujours ce que l'on dit être, il arrive fréquemment qu'on soit ce qu'on ne croit pas être. Surtout en politique. Au fond le communisme, ainsi que la démocratie dont il vient, se résume dans la propension morbide, par déficience mentale, à attendre de la collectivité — par la contrainte, la taxation, la menace ou la guillotine — le bien-être, le luxe et le profit. Le protectionnisme effréné, la séquelle des mesures éstatistes, toute la législation dite sociale confluent ainsi au communisme aborrrhé. Car, sur ce plan, il est aisé de se convaincre de son propre « droit » personnel à être toujours plus protégé, gratifié, pensionné, encouragé et étatisé. Aussi les partis et les ligues n'obtiennent-ils de succès que par une surdémagogie bolchévisante croissante. Qu'ils prolifèrent et prospèrent, cela démontre qu'ils ne s'y refusent pas. Tous sont donc dans le même sillage communiste. Faute d'un idéal positif, l'homme imaginera toujours un Éden bestial. Les religions théologiques ont échappé à ce « réalisme » en n'instituant le Paradis que pour les morts et dans un ciel fictif. Et cela ne détournait point les pauvres en esprit de se soumettre aux conditions de l'ordre et même les y inclinait.

Le bolchévisme étant issu de la démocratie et celle-ci du légisme, il importe de ne pas les considérer comme résultant d'une volonté satanique. Ils sont un mal progressif affreusement épidémique et qu'on n'enrayera pas en favorisant la contagion, non plus qu'en développant le virus.

Or, c'est ce que font les factions, toutes les factions. D'ailleurs, elles n'ont pas d'autres moyens pour attirer l'adhésion des masses que de se mettre au service des ignorances, des préjugés, des fanatismes et des intérêts personnels ou de catégorie. Et là-dessus, on ne peut trop le répéter, les partis sont tenus de surenchérir en bolchévisant à outrance, c'est-à-dire en s'attaquant aux agrégations sociales fondamentales, la famille, le métier, la région, la patrie même. En toute occurrence, ils n'empiètent que sur l'organique. Seulement, parmi ces propagateurs de la peste, les uns s'y acharnent ouvertement, les autres, se disant conservateurs, y consacrent des efforts plus sournois mais non moins stupides et désastreux.

Et cependant, si l'on n'étourdissait pas le peuple par de grandiloquentes flagorneries, si on ne lui cornait pas sur tous les tons que sa « volonté », ses caprices peuvent tout, qu'il lui suffit de suivre les interprètes insidieux ou véhéments de ses désirs, si on ne l'affolait pas en lui faisant accroire que son bloc, sa majorité ou sa violence ont la toute-puissance d'annuler ce qui est de toute éternité et d'extraire la vie du mécanique, l'être du néant, de décréter la vérité, autrement dire de marcher sur la tête, d'œuvrer avec ses pieds et de penser avec son cœur ; si enfin on n'agitait pas ce peuple de toute manière, il serait d'autant plus capable, dans le cadre des institutions naturelles, de sanctionner *moralement* le bien et le mal. La réprobation publique serait terriblement efficace qui irait jusqu'à l'excommunication sociale. Pour nous en convaincre, nous n'avons qu'à nous

représenter une grève vraiment générale (passive) provoquée par une protestation de l'honnêteté ou un sentiment purement national ou social.

Il faut donc l'entendre. Ce n'est nullement se résigner à la veulerie ambiante et préconiser la torpeur civique que de discerner l'action positive de l'agitation désordonnée. Bien au contraire.

Des sursauts d'indignation comme celui du 6 février contre la canaille parlementaire sont l'expression, trop vite dissipée, d'un résidu moral, de la puissance populaire qui subsistent encore, et donc une réaction d'ordre. Ce qui le prouve, c'est que les manifestants ne se réclamaient d'aucun programme, d'aucun plan et ne présentaient aucune candidature. C'est à cela aussi qu'on reconnaît l'action positive.

De même les résistances organiques instinctives que commencent à soulever les excès extravagants du fisc et de l'étatisme. Cette résistance, malheureusement trop molle, pourrait atténuer la sape systématique des institutions sociales par les politicards, les réformateurs-déformateurs et les soi-disant novateurs.

Le peuple, ici, a un rôle décisif à jouer. Car le moral domine le social.

C'est donc une tâche non moins utile que de s'employer avec désintéressement à le détourner de l'agitation, profitable seulement à ceux qui la fomentent, et de l'instruire de ses possibilités qui ne sont pas politiques comme ses exploitateurs le lui font accroire, ou économiques, mais uniquement morales.

Quand il n'y a plus d'autorité spirituelle, de doctrine, de principes stables, de religion unificatrice, quand les âmes ne s'alimentent plus que d'*ersatz*, de substituts débilissants ou toxiques, quand tant de fantômes, d'aberrations dont elles ne peuvent s'affranchir les obsèdent et les subjuguent, quand le tumulte domine à la faveur

de ces ténèbres, il est bien plus commode et avantageux de rassembler les inconsciences pour agiter que d'unir les cœurs et les volontés pour agir.

Les projets, les individualités qui se subordonnent à l'assentiment des catégories et de la multitude sont nécessairement néfastes. Que ce soit par les économies dirigées (vers quoi ?), les manipulations de monnaies, les prétendues réformes administratives, légales, et de l'État. On compte bien que les pauvres cerveaux auxquels on semble demander leur avis n'ont aucune vue sociale ou même nationale d'ensemble et se prononcent pour les fallacieux résultats que la presse et la tribune asservies aux forces de dissociations savent faire miroiter.

Pour le personnel, il est certes aussi puéril d'en changer. La rapine de gauche, d'extrême gauche ou de droite ne laisse pas d'être de la rapine. Même, surtout, quand on nous invite astucieusement à partager le butin.

Parfois, il arrive que, catéchisés, éberlués par la presse, le parlage et la radio, les badauds acclament une personnalité quelconque en imaginant que celle-ci aura le pouvoir providentiel de sauver le pays, le peuple, en satisfaisant les petits intérêts sordides de chacun. Il va sans dire que le piteux thaumaturge se soucie peu d'entreprendre l'impossible et se borne à tirer du bain les parlementaires, ses f., et à préserver le système qui les fait prospérer. Voilà la leçon des récents événements.

Quand l'assaut turbulent des revendications, électorales et autres, détourne le gouvernement de remplir ses fonctions essentielles, celui-ci devient alors ce qu'il est maintenant, démocratiquement : une formidable machine à fabriquer en série des électeurs, des comitards, des candidats et des élus, autrement dire des abrutis et des crapules de tout pelage.

Le torrent qui nous emporte, irrésistiblement, depuis

cinq siècles, il n'y a qu'à le laisser s'écouler en essayant de consolider et de maintenir ses bords. Car ce qu'on fait dans la confusion pour tenter de l'endiguer ou de le remonter n'aboutit qu'à répandre ses ravages.

Au demeurant, il n'y a qu'une action pleinement efficace, celle qu'inspire une doctrine canalisatrice, régulatrice, positive, se fondant sur la réalité éternelle des institutions organiques.

Or, parmi tant de ruines qui ne pourront être relevées que d'ensemble, l'idée sacrée de la patrie résiste encore. Présentement, elle seule subordonne l'individuel au social, elle seule nomme le profit trahison et le « droit » anarchie, elle seule obtient encore le suprême holocauste. Fleur et semence de la spiritualité sociale, elle est dégagée des viles cupidités de classe, de partis et d'individus qui ne peuvent que la renier en fait. Sa vertu puissamment religieuse se révèle par les abnégations qu'elle suscite, les sacrifices qu'on lui consent spontanément.

Malheureusement, les divagations insanes des pacifistes et l'agitation des « réalistes » s'acharnent contre ce dernier bastion de la civilisation.

Parlant de cette cohue de « réformateurs » pour le moins ignares, M. F. de Brinon faisait remarquer qu'il n'y a plus de postulants que pour le service de l'État. Ce qui s'explique par la prodigale générosité de ce patron staviskyen, opulent et irresponsable.

Eh bien, sachons-le bien, quoique la patrie ne puisse être inscrite dans un programme électoral ou de Ligues autrement qu'en phrases inopérantes, quoique ou plutôt parce qu'elle n'admet aucun droit au profit, à la domination et à la rébellion, parce que, au contraire, elle exige l'accomplissement de tous les devoirs, particulièrement celui d'obéir, notre régénération ne commencera qu'avec la reviviscence de son culte.

Cette palingénésie prodigieuse est peut-être plus pro-

che que nous sommes fondés à le croire. Si, pour que leur pays demeure, nous ne voyons pas encore le munitonnaire renoncer à son profit, le rentier à ses coupons, l'électeur à son néfaste bulletin de vote, le militant au succès de son clan et le théologiste à son salut personnel, nous assistons d'autre part à un surprenant, à un paradoxal développement du patriotisme chez les bolchéviks russes. Cela ne présage-t-il pas une réaction sociale et religieuse plus complète ? Un peuple ne peut exister sans âme.

Notre indescriptible chaos que l'agitation incohérente ne peut qu'aggraver provient uniquement de l'irrégion, notamment celle des croyances théologiques épuisées. Ce n'est donc pas dans le théisme qui a raté l'unité humaine, mais dans la patrie — française pour les Français — que réside l'universalité. Intérim, certes, mais qui désigne la première étape vers l'ordre spirituel, vers le salut du monde.

11 novembre. — En ce jour, les Français se recueillent et communient pieusement. Sous l'Arc de triomphe, la dalle sacrée qui cèle la matérialité de l'Inconnu devient l'autel de la patrie. N'assistons-nous pas au début de la plus humaine, de la plus unifiante exaltation du sentiment religieux ? Bien rudimentaire, bien faible, bien confus encore, certes ; mais, néanmoins, ayant la riche virtualité du germe vivant. Au fond, l'homme, dans ses dieux, n'a jamais cherché que lui-même. Le culte qu'il leur voua fut surtout celui de ses morts. La flamme féconde de la foi ne s'allume que sur les Golgothas ou à l'ombre des sépulcres vénérés.

NOTES
DOCUMENTS ET COMMENTAIRES

NAPOLÉON III (1)

Dans l'inextricable tohu-bohu présent, il n'est d'autre guide que les principes constitutifs de la politique positive et d'autre clarté projetée utilement que les lois sociologiques fondamentales dont les principales ont été énoncées par Auguste Comte. Hors de là, pas d'effective réaction d'ordre.

Néanmoins, il le faut constater, la répugnance à l'effort mental sans profit, caractéristique honteuse de cette après-avant guerre, s'oppose à l'adoption de toute discipline intellectuelle. Entre la soumission abjecte aux idées reçues, à la facilité agréable et la révolte irraisonnée de l'instinct bestial, les hommes renoncent de plus en plus à toute activité cérébrale. Heureusement, la Providence leur rappelle de temps en temps, par la famine, les épidémies, les révolutions, les invasions et les guerres qu'il y a un ordre de choses qu'il faut connaître d'une manière ou d'une autre et respecter. Seulement, ces événements qui secouent nos paresse et répriment nos divagations n'ont une valeur éducative que pour la génération qui les subit. Ce serait donc toujours à recommencer si l'histoire évocatrice ne prolonge

(1) *Napoléon III*, par PAUL GUÉRIOT, 2 vol. Payot, éd.). — I. — L'Enfance — l'Adolescence — le Prétendant — le Conspirateur — le Président de la République — l'Empire autoritaire. — II. — L'Évolution vers l'Empire libéral — l'Insurrection polonaise de 1863 — le Mexique — la Catastrophe de 1870 — l'Exil et la mort.

geait la dure leçon, d'autant plus instructive que les événements furent sévères. C'est bien en ce sens qu'on peut dire que les peuples heureux, s'il en fut jamais, n'ont pas d'histoire. D'autre part, la filiation étant la méthode propre de la sociologie, le procès historique supplée à l'ardue et rebutante abstraction philosophique qui exige trop de l'intelligence.

Ce qui est procédé de ce qui fut, comme ce qui sera ne pourra être que la suite inéluctable de ce qui est. Ce qu'il y a de meilleur comme ce qu'il y a de pire aujourd'hui n'auront tout leurs développements, leurs aboutissants, fastes ou néfastes, que beaucoup plus tard. Et n'est-ce pas ce qui condamne le plus nos démocraties, toutes les démocraties ? En effet, il ne saurait être pourvu à cette condition politique de la continuité que par la dynastie monarchique ou, moins empiriquement, par la coutume organique. A l'opposé, ce qui est le plus régressif, le plus destructif, c'est le ferment révolutionnaire, catastrophique du légisme, de l'étatisme et de la souveraineté populaire.

Après tout, les hommes d'à présent valent ceux d'autrefois. Un Chautemps, un Daladier, Caliban, le bolchévik, l'abruti de gauche ou le décérébré de droite ne sont pas issus d'une génération spontanée. S'ils prolifèrent sous le climat démocratique, ce climat même a été formé antérieurement. De même les événements, et nos scandales. Nos imbéciles pacifistes actuels sont les fils directs de ceux de 1869. La guerre de 1914 n'aurait pas eu lieu, surtout dans les mêmes conditions, sans notre défaite précédente. Tout se tient. Au vrai, la chaîne va bien plus loin encore ; mais, en pratique, ce sont les maillons les plus proches qui nous sont sensibles.

C'est pourquoi l'important ouvrage, si minutieusement et si fortement documenté, que vient de nous donner M. Paul Guériot est à lire et à relire. Dans ces pages, il

n'est rien qui ne soit archi-prouvé. Tout y est sobre, lucide, sans littérature, d'une objectivité que n'entame pas une nuance de sympathie contenue. Œuvre capitale qui représente un quart de siècle d'un labeur de bénédictin.

Le Second Empire devait à ses origines troubles, équivoques d'être un système hybride, qui n'était ni la monarchie ni, en apparence du moins, transitoirement, tout à fait la démocratie. Système qui ne pouvait se maintenir un moment que dans les plus favorables conjonctures, par la chance. Quand celle-ci fit défaut, ce fut l'effondrement. M. Pierre de La Gorce a dit que ce ne fut qu'un « long bonheur ».

Quant à celui qui l'incarna, George Sand l'a qualifié exactement : « un somnambule ». Fataliste, assez instruit, mais d'intelligence lente et même, comme l'Impératrice, plutôt bornée, surtout dépourvue d'antenne politique, — en somme, le prototype de l'Aventurier. Certes, à l'occasion, Napoléon III faisait montre d'un certain courage physique (à Sedan notamment) ; mais il manquait totalement des qualités de l'homme d'État : le caractère, la constance, la prudence, la prévoyance, la fermeté, la précision des idées et des actes, pour tout dire, la volonté. Ce qu'on trouve le plus à louer, c'est sa mansuétude. Émile de Girardin l'appelait « le bien intentionné », et M. de La Gorce a dit de lui : « Chimérique et bienveillant, débile et fastueux », en ajoutant : « Comment tant de bonne volonté peut-elle produire tant de confusion ? »

Car le virus, ce sont toujours les faux principes, l'absence de doctrine positive, les idéologies délétères. Au reste, il n'importe que les protagonistes du drame national soient un mégalomane de génie comme l'oncle, un débonnaire comme le neveu ou nos bas politiciens gangsters.

Bismarck a suffisamment démontré par l'exemple que, dans un monde n'obéissant qu'aux forces matérielles, on ne gouverne pas, non plus qu'on ne joue aux échecs, avec les velléités d'un bon cœur, surtout quand celui-ci ne s'inspire que d'un cerveau lacunaire et fumeux.

M. Paul Guériot nous dit, un peu naïvement, que « plusieurs années après la chute de l'Empire, en 1878, Gambetta interrompit l'ancien ministre Rouher qui occupait la tribune, en lui criant : « Vous n'étiez pas des « gouvernants ; vous étiez des jouisseurs. » Le mot visait l'ensemble du parti bonapartiste ; mais si on l'appliquait particulièrement à Napoléon III, il serait d'une étrange injustice. Si, dans sa vie privée, on peut relever bien des faiblesses, sa bonté, sa générosité, sa compassion pour la misère humaine et ses efforts constants pour la soulager, doivent préserver sa mémoire de la flétrissure qui s'attache à la qualification de « jouisseur ».

Soit. Mais cela ne revient-il pas à dire : Louis-Napoléon fut un détestable souverain ; mais, dans le privé, un brave homme. Malheureusement pour lui et surtout pour nous, le bien qu'il aurait pu faire d'une part et le mal qu'il a réellement fait de l'autre sont, à son passif moral, incommensurables. Ce qu'on attend de qui a la lourde responsabilité d'exercer le pouvoir, ce n'est pas la générosité verbale ou même de sincère intention, c'est la connaissance et l'intelligence des moyens que révèle l'efficacité des résultats. Il peut arriver parfois — rarement — que des parents bons soient aussi de bons parents. Mais non pas chez des Chefs qui ont à commander des collectivités plus ou moins nombreuses. Ici, la plus grande vertu, après l'intelligence, est la fermeté. Je dirais même : la dureté inflexible. Ce que les femmes, le peuple appellent « bonté » n'est que vanité, soif de popularité, faiblesse, stupidité, démagogie, — le pire. La catastrophe en est le terme fatal.

Ainsi serait-on tenté de reprocher à M. Paul Guériot une indulgence excessive pour le principal responsable de tant de désastres, et d'autant plus que la série subséquente n'en est nullement épuisée avec la précédente grande guerre et ne le sera de longtemps. Mais cette sympathie n'est-elle pas une bonne disposition stimulatrice pour entreprendre un travail de cette envergure et le mener à bonne fin ? Et puis, dans cet ouvrage, l'extrême modération du jugement n'annule pas les faits. Elle accuse même plus fortement les fautes commises. Il n'importe qu'une touchante sympathie sentimentale, de la sorte de celle qui nous incline à considérer les criminels comme des malheureux, s'efforce d'atténuer la responsabilité de l'homme, si l'on montre l'inexpiable légèreté du chef d'État en évoquant la tragédie de la débâcle terminale.

La politique du Second Empire ne fut qu'aventure. Si, d'abord, elle n'avait pas été si insolemment heureuse, peut-être se fût-elle rectifiée. On ne prend goût au jeu que si l'on commence par gagner. Louis-Napoléon n'est pas une tête politique. C'est un joueur. S'il n'a pas la chance, il perd tout, et l'honneur. Jamais il ne prévoira, et donc jamais il ne pourvoira. Par exemple, la mobilisation en 1870 fut lamentable.

Il n'a aucun principe fixe, aucune doctrine. Son oncle, qui lui tient lieu de fétiche et qu'il parodie, n'en avait pas plus que lui ; mais il avait du génie. Cela le conduisit d'ailleurs au même abîme. D'où il appert qu'on ne saurait aller contre l'ordre des choses non plus avec du talent qu'avec de bons sentiments velléitaires.

Mystagogue, Napoléon III rêvasse les plus funestes idéologies de l'ignorance et des superstitions populaires. Cela explique en partie, avec les chansons de Béranger perpétuant le souvenir émotif de la gloire napoléonienne, la popularité qui le promut Président de la

République puis qui assura le succès triomphal des plébiscites et des élections de 1851, 1852, 1857, 1863 et 1869. C'est un admirateur, un disciple de Rousseau et des Jacobins... Ceux-ci ont leurs précurseurs chez les légistes de Philippe le Bel, et Taine leur attribue l'origine classique de la démagogie grecque et du jurisme romain.

Quoi qu'il en soit, ce chef d'État donnera toujours, avec la douce obstination du débile mental, dans l'ensemble pernicieux des erreurs, des faux dogmes qui dissolvent les nations. Entre autres : souveraineté populaire, principe erroné des nationalités, frontières naturelles, qui lui font désirer et poursuivre, malgré les intérêts contraires de son propre pays, de la paix européenne et les avertissements de Proudhon, l'unité de l'Italie et de l'Allemagne. Encore que moins tortueux, c'est un Wilson et un Briand avant la lettre. Ce qui se répète aujourd'hui s'aggrave.

Il eut pour précepteur, dans sa prime jeunesse, Philippe Le Bas, le fils du conventionnel, robespierriste fanatique. Mais Bonaparte ne fut-il pas, comme on l'a dit, « un Robespierre à cheval » ? L'influence que reçut Louis-Napoléon de ces deux côtés s'accordait pour le mieux d'ailleurs avec sa propre nature mentale. En effet, plus tard, ce fut Vieillard, d'abord précepteur de son frère, qui prit soin de son éducation. Or, les leçons de ce dernier eussent pu être l'antidote, car il fut l'un des premiers positivistes et resta l'ami de son maître, Auguste Comte, jusqu'à sa mort qui survint en 1857. C'est même en suivant le convoi mortuaire de son disciple que le grand philosophe ressentit les premières atteintes du mal qui l'emporta peu après.

Au demeurant, il semble bien que l'enseignement de Vieillard ne put contre-balancer celui de Le Bas. L'intellect confus de l'élève s'attestait réfractaire à la précision et à la clarté positives.

M. Guériot dit, et il faut l'en croire, que, contrairement à l'opinion courante, le fils d'Hortense n'a jamais été affilié au carbonarisme. Mais il n'en fut pas moins en rapports et même en collusion avec cette société secrète et, sous son règne, la Maçonnerie prit une extension dangereuse et commença à devenir la redoutable maffia qu'elle est aujourd'hui. Au reste l'énigmatique Empereur eut toujours l'attraction morbide de la conspiration et des menées occultes. Ce qu'il savait le mieux, c'était dissimuler. Mais il n'avait que l'attitude machiavélique.

En leur temps, les absurdes, folles équipées de Strasbourg et de Boulogne ne pouvaient réussir. Mais si les gouvernements d'ordre ou visant à l'ordre ne supportent point l'aventure et les aventuriers, il en est tout autrement de l'anarchie qui les favorise. Aussi, le gâchis de 1848 fera-t-il de l'évadé de Ham un député, puis un Président de la République. Et le 2 décembre 1851, ce sera le coup d'État.

Il faut le dire à la décharge du Prince-Président. Cette réaction était nécessaire. De toute manière, elle se serait faite par Cavaignac, Changarnier ou quelque autre. A cette heure, la France vomissait la démocratie.

Le coup d'État ne parut justifier les objurgations et les imprécations des pamphlétaires et des poètes frénétiques que par l'indécision et l'incohérence, en un mot la mauvaise conscience de ses auteurs. Et cela sera toujours la tare du bonapartisme. En effet, M. Paul Guériot nous apprend que cette indispensable et salutaire opération de police eût pu s'accomplir sans effusion de sang. Le peuple de Paris n'avait pas oublié les sanglantes journées de juin et il exérait les parlementeurs. Si bien que, peu après, sept millions et demi de suffrages consacèrent l'usurpation et justifèrent Louis-Napoléon en lui dispensant dix années d'un pouvoir quasi absolu.

Au début surtout, ce fut la phase d'ordre, la plus prospère. L'esprit de chimère n'avait pas encore eu l'occasion d'intervenir. L'Europe se consacrait au développement industriel qu'on croyait naïvement devoir s'effectuer en vue du plus grand bien général. Tels les économistes, Auguste Comte lui-même... Et Littré pouvait écrire, en 1850 : « La sociologie prévoit la paix pour tout l'avenir de notre transition au bout de laquelle une confédération républicaine aura uni l'Occident et mis un terme aux conflits les armes à la main... Une longue préparation poursuivie en commun a fait des populations européennes autant de sœurs. Dans dix ans, dans quinze ans, ces conditions se seront encore consolidées. Allemands, Anglais, Italiens, Français et Espagnols seront plus près de s'entendre, plus éloignés de guerroyer. »

Hélas ! On sait ce qu'il en advint. Les hommes ne vont pas spontanément, librement, au vrai ni au meilleur. Dans la carence de toute spiritualité les progrès de l'industrie ne pouvaient qu'envenimer et généraliser les conflits sociaux et nationaux.

Tout d'abord, comme il arrive souvent, le simple empirisme égarait, les formidables explosifs qui s'accumulaient étaient à retardement. Ce n'était pas sottise absolue et dénaturation de socialité que d'être pacifiste dans les dix premières années de l'Empire. On sortait du chaos exhaustif de 1848 et l'on éprouvait avec soulagement que, comme l'écrit judicieusement M. Paul Guériot, « le pouvoir personnel est un élément d'activité convergente que rien ne remplace ».

Mais encore faut-il que ce pouvoir ne soit pas que d'apparat, simulacre, et qu'il suive une direction.

L'Empire a eu d'abord la bonne fortune de bénéficier d'un réflexe vital de l'organisme social et de la phase d'expansion économique qui s'inaugurait alors. Le mieux qu'on puisse avancer, c'est qu'il ne leur fut

pas délibérément hostile. En bref, la prospérité de cette époque résulta surtout de l'extension prodigieuse des chemins de fer, du machinisme, de la création des premières Sociétés de crédit, des Sociétés anonymes, etc., non du régime politique.

Au surplus, un ordre qui ne repose que sur des assises matérielles ne peut être que précaire. Et c'est ce que constate M. Paul Guériot : « Les peuples idéalistes sont les peuples pauvres. La France de la fin du Second Empire était riche. Elle économisait une moyenne de deux milliards par an... Développer la richesse, le goût de l'épargne, le souci de la prévoyance, c'est le devoir d'un gouvernement, mais c'est parfois faire un peu appel à l'égoïsme... Faire de l'ordre, avoir une bonne police, faciliter les transactions, encourager le commerce et l'industrie, créer des routes, des canaux, des hôpitaux, c'était à peu près tout ce que la majorité de la nation demandait au gouvernement de l'Empereur. La nouvelle loi militaire irritait l'industriel prospère, le commerçant satisfait, le paysan dont la fortune et le champ s'étaient arrondis. Dans l'engourdissement du bien-être, ils ne songeaient pas qu'il était logique de donner au gouvernement qui avait développé la richesse nationale, le moyen de la protéger. Napoléon III payait en quelque sorte la rançon de ses constantes préoccupations d'encourager l'aisance et le progrès matériel. On témoignait de l'humeur en s'apercevant que maintenant il voulait imposer un sacrifice. »

Par sa politique extérieure, le gouvernement impérial, autoritaire et libéral, s'avéra catastrophique.

Voici le « crime », et non dans le coup d'État : Expéditions de Crimée, d'Italie, du Mexique, — trois aventures, trois sottises marquant trois étapes de la course à l'abîme. En regard, ce qui était à faire et ce qui ne le fut pas : par exemple, l'intervention après Sadowa.

Puis, 1870 !...

Rien de plus émouvant et de plus instructif que le chapitre du deuxième volume de *Napoléon III* qui accuse l'impéritie, l'impréparation, l'extravagante infatuation de ceux qui nous entraînèrent dans cette guerre absurde.

Certes, de toute manière, le conflit eût éclaté plus tard. Mais, les choses étant ce qu'elles étaient, la criminelle incurie eût été la même, sinon pire. Les Parlements soumis à l'élection sont tous les mêmes. Ils dépendent des particularités, de ce qui est incompetent du général et irresponsable.

Celui de 1867-1868, pour notre malheur, ne devait pas faire exception. Il s'éleva contre la loi militaire que l'Empereur, prévenu, jugeait indispensable. Et là encore, ce dernier en cédant se découvrit un pauvre bonhomme ayant usurpé un pouvoir qu'il ne pouvait exercer sagement.

« A peine ce projet (la loi militaire), écrit M. Guériot, était-il divulgué que, de la presse, du Parlement, de tous les rangs de la société, monta une houle de récriminations. On voulait donc caporaliser la nation, stériliser ce pays d'art, de science, de charme et de fantaisie sous le nivellement de la caserne ? La France n'était pas la Prusse. Les politiques s'alarmaient du mécontentement que soulèverait la nouvelle loi dans les classes populaires... L'impression fut telle que l'Empereur consentit à des atténuations très sensibles avant que le projet fût soumis à la nouvelle Chambre... Lors des élections législatives de 1869, sur plus de sept cents candidats, vingt-deux seulement eurent le courage dans leur profession de foi de ne pas faire allusion à une réduction possible des effectifs. Un moment, on crut que l'Empereur briserait la résistance. La crainte de réélection d'une Chambre encore plus mal disposée l'empêcha de dissoudre celle qui lui tenait tête si résolument. Il s'attrista, parut accablé à son entourage ; puis, cédant point

par point, finit par proposer de « simples modifications à la loi de 1832 ».

Ici, l'impartial historien dénonce l'attitude démagogique, antimilitariste et pacifiste de toute l'opposition, les Thiers, Jules Simon, Magnin, Jules Favre, Gambetta, y compris le transfuge Émile Ollivier... Mais, quoi qu'il en pense, cela ne saurait atténuer la responsabilité écrasante de l'Empereur. Mieux instruit que la racaille politicienne des préparatifs militaires de la Prusse, entre autres par Ducrot et Stoffel, il fut d'autant plus coupable, malgré ses bons sentiments, ses velléités bienveillantes, de n'avoir pas su imposer ce qu'il savait nécessaire.

Plus encore. En nous montrant la futilité des motifs (candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne), l'évident désir de conciliation du roi de Prusse, l'imbécillité présomptueuse des ministres français tombant dans tous les grossiers traquenards que leur tendait Bismarck, les pages que M. Paul Guériot consacre aux préliminaires de la guerre constituent le plus implacable des réquisitoires.

Vieilli, malade, revenu des aventures, Napoléon III souhaitait sincèrement la paix. Mais il n'eut pas l'énergie de la *vouloir*. Il céda à la camarilla de l'Impératrice, au duc de Gramont, aux députés, à la presse, dont une partie était stipendiée par Bismarck, à l'opinion publique. M. Paul Guériot nous dit bien qu'il n'est pas vrai que l'Impératrice Eugénie ait déclaré : « C'est ma guerre. » Qu'importe puisqu'elle a agi comme si elle le pensait !

Ces divergences sont dans la nature des choses humaines. Et n'est-ce pas le devoir primordial d'un gouvernement de gouverner, d'un chef de commander. Si l'homme du 2 décembre avait eu le clair sentiment des devoirs de sa charge, il les eût remplis, au besoin par la

force. Ç'aurait été préférer le salut national à la popularité éphémère et à la tranquillité personnelle. Il y fallait, il est vrai, un cerveau lucide, un esprit positif.

N'oublions pas : L'effroyable hécatombe de la grande guerre, la plupart de nos misères présentes ne sont qu'une suite de nos désastres de 1870-1871. Et ceux-ci furent produits directement par les chimères d'une vicieuse idéologie, l'esprit d'aventure, l'infatuation extravagante de Louis-Napoléon.

Quelle qu'en soit la source, une seule chose légitime l'autorité, c'est de l'exercer socialement. Quand on détient le pouvoir, ne pas gouverner, c'est-à-dire ne pas s'opposer, par faiblesse, vanité ou calcul, aux impulsions aveugles, aux réflexes incohérents des masses, au jeu de la « souveraineté populaire » qui sont proprement ceux de la Bête, c'est forfaiture, trahison. Et quand les conséquences en sont l'invasion, la défaite et le démembrement de la patrie, un tel crime est inexpiable.

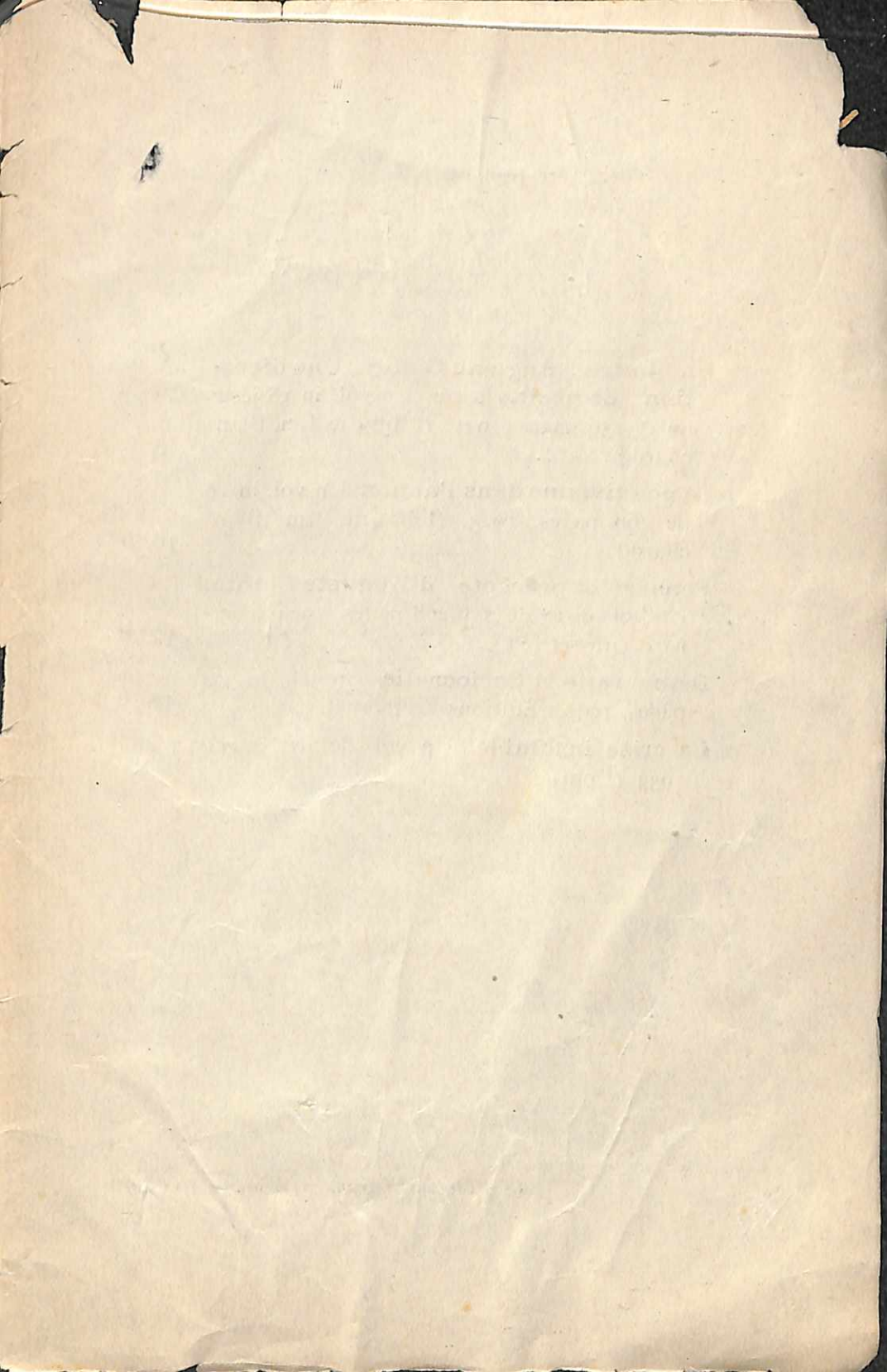
LA RÉPUBLIQUE EN DANGER

Une des lumières grand-orientales de la Chambre, M. Rucart, annonce que la République est en danger si quelques Parisiens crient devant le Palais-Bourcier : « A bas les voleurs ! »

Cela sauverait-il le régime de les acclamer ?

Sans doute, mais il ne faut pas le dire.

A la place des chevaliers parlementaires de la foire d'empoigne, je me méfierais. On n'est pas gaffeur à ce point. Rucart doit être un agent des fascistes.



DERNIERS OUVRAGES

- Un maître : Auguste Comte. Une direction : Le positivisme.** Un vol. in-18 jésus de IV-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard.) 5 fr.
- Le positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard.) 10 fr.
- Pensées et préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de XIV-268 pages, 1924. (Bernard Grasset, éd.) 12 fr.
- Démocratie et Sociocratie.** Un vol. de 374 pages, 1930. (Éditions Prométhée.) 15 fr.
- La crise insoluble.** Un vol. de 204 pages, 1933. (Épuisé.)